



CHARTRE DE GOUVERNANCE : ACCOMPAGNEMENT DU TRANSFERT DE COMPÉTENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME, CARTE COMMUNALE ET DOCUMENT EN TENANT LIEU » VERS LA CCPSV ET ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi)

PREAMBULE

Transfert de compétence / PLU

Les élus de la Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois (CCPSV), s'engagent pour le transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme, carte communale et document en tenant lieu » (dite compétence PLU), dans l'objectif d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) qui couvrira les territoires des 16 communes constitutives de notre EPCI, à compter du 1^{er} janvier 2026 en vertu de la délibération 82/2025 du Conseil communautaire du 25 septembre 2025.

Coconstruit avec les 16 communes membres de la CCPSV et l'ensemble des acteurs et partenaires, dans la continuité des grandes orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sud Meurthe-et-Moselle, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la CCPSV constituera le document unique qui se substituera aux Plans Locaux d'Urbanisme existants des communes. Il précisera la stratégie de la communauté de communes.

Le plan local d'urbanisme (PLU) est un outil essentiel d'aménagement et de développement durable, notamment par sa traduction spatiale. Les problématiques qui s'y rattachent doivent être, dans un souci de cohérence, réglées à l'échelle territoriale où elles font sens, c'est-à-dire à l'échelle intercommunale. Par une réflexion globale permettant d'identifier les enjeux du territoire Sel & Vermois, le PLU intercommunal constitue un document privilégié de planification pour répondre notamment aux défis du changement climatique.

En effet, pour traiter des questions de peuplement, de la qualité de vie, d'étalement urbain, des activités économiques, de préservation de la biodiversité, d'économie des ressources ou d'offres de logement, mais encore de mobilité, le niveau communal n'est plus le mieux approprié. Il s'agit d'assurer la cohérence de ce projet local avec les politiques supra-territoriales et de se donner les moyens concrets et efficaces utiles à l'urbanisme opérationnel à l'échelle territoriale.

Son élaboration se fait par et avec les élus communaux, en concertation avec la population et en association avec les partenaires institutionnels. Comme à l'échelle communale, il permet de mieux connaître son territoire, de mieux cerner les enjeux globaux, pour mieux planifier l'évolution de l'aménagement. Le PLUi permet de définir la stratégie d'aménagement et de développement du territoire pour les 10 à 15 prochaines années.

Le PLUi doit relever le défi de l'attractivité, tout en créant un territoire de qualité, respectueux des orientations du Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique (**PT RTE**), du développement durable et où chacun puisse s'épanouir.

Il pourra éventuellement intégrer la politique de l'habitat intercommunale (Plan local de l'Habitat) lui-même mis en compatibilité avec le **SCoT**, le Plan Climat Air Energie Territorial (**PCAET**) qui sont en cours de finalisation. Cette convergence est gage d'une meilleure efficacité des politiques publiques. Ces deux dernières démarches ont déjà été l'occasion pour les élus communaux de travailler ensemble sur un projet commun.

L'élaboration de ce PLUi est un travail ambitieux qui mobilisera nos 16 communes sur les prochaines années. Il s'agit de bâtir un projet d'ensemble, cohérent et solidaire au sein duquel chacune des communes de la CCPSV s'inscrit, tout en préservant chacune de ses spécificités.

CCPSV / portrait rapide

Pour rappel, la Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois peut être caractérisée par les quelques données chiffrées suivantes :

- 16 communes membres (Azélot, Burthecourt-aux-Chênes, Coyviller, Crévic, Dombasle-sur-Meurthe, Ferrières, Hudiviller, Lupcourt, Manoncourt-en-Vermois, Rosières-aux-Salines, Saffais, St Nicolas de Port, Sommerviller, Tonnoy, Varangéville, Ville-en-Vermois)
- 137, 60 km²
- 29 091 habitants (au 1^{er} janvier 2025)
- Densité de population : 211 habitants/km²
- Evolution moyenne annuelle de la population depuis 2012 : -0,3%
- 44 conseillers siégeant au conseil communautaire

Pourquoi une charte de gouvernance ?

L'organisation de cette compétence « PLU » nécessite une coopération efficace et étroite entre l'EPCI et les communes membres ; les deux échelons territoriaux répondant, selon leurs compétences, aux besoins quotidiens des habitants.

La Charte de Gouvernance permet aux élus communautaires et aux élus communaux de travailler collégialement à la planification de l'urbanisme dans le périmètre de la CCPSV. Elle définit la collaboration avec les 16 communes. Elle organise les modalités de travail et de décision. Elle permet d'assurer le dialogue pour exprimer les engagements de tous.

La charte de Gouvernance traduit la volonté de construire une vision partagée et concertée entre les communes et la communauté de communes. Elle définit les modalités de travail, servant de base à l'organisation de la compétence au niveau intercommunal. Elle vise également à organiser la construction d'un projet d'aménagement du territoire qui réponde au mieux aux besoins des habitants et aux enjeux de transition écologique, de manière prospective, dans le cadre du futur PLUi.

Après le vote du conseil communautaire, la Charte de Gouvernance est adressée aux 16 communes membres, afin de l'adopter en conseil municipal mais également pour permettre à chaque commune d'exprimer ses priorités en matière d'aménagement et d'urbanisme pour la

période de transition entre la prise de compétence et l'élaboration du PLUi, dans le but d'une coopération efficace.

Le présent document permet ainsi de fixer les modalités de coopération de la compétence, mais est également un outil de co-construction du futur PLUi avec les communes membres.

La Charte de Gouvernance a un caractère évolutif. Elle pourra être adaptée en fonction des questions qui se poseront.

Les 13 engagements

1/ Le PLUi sera coconstruit en collaboration avec les élus et techniciens de la communauté de communes et des communes. La représentativité des communes dans la conduite du PLUi sera assurée par l'organisation d'un pilotage garantissant la prise en compte des spécificités de chacun

2 / Pendant la phase d'élaboration du PLUi, chaque maire ou son représentant s'engage à être présent sur le plan de la construction et de la décision. Chaque commune désigne un référent élu et un référent technique (DGS/technicien/secrétaire de mairie) pour participer aux instances.

3/ Les maires conserveront leur pouvoir de police sur les ADS (autorisations des Droites des Sols), RLPE (Règlement Local de Publicité Extérieure), SPR (Site Patrimoniale Remarquable), si maintien : ils continueront de signer les PC, PA, DP et autres certificats d'urbanisme

*Certaines communes rencontrent des difficultés quant à la mutualisation de l'instruction des autorisations au titre du droit des sols (ADS) portée par la CCTLB. La commune de Dombasle sur Meurthe s'est retirée et expérimente l'instruction des ADS par un bureau privé. Un retour d'expérience sera fait par la commune de Dombasle dans le cadre des réunions de DGS et secrétaires de mairie. Il pourra être envisagé d'engager une réflexion sur une solution de mutualisation de l'instruction des autorisations au titre du droit des sols. **Dans tous les cas, un appui technique aux communes par la CCPSV sur les PLU puis le PLUi sera possible afin de faire le lien entre les communes et le service instructeur.***

4/ La Communauté de communes s'engage à ne pas imposer de projets d'aménagement sur une commune sans son accord préalable

5/ Chaque commune décidera, après concertation avec la CCPSV, si elle souhaite reprendre par délégation le DPU (Droit de Préemption Urbain) et les SPR ou les laisser à la CCPSV. En cas de délégation, une délibération sera alors requise.

6/ Chaque commune déterminera et rédigera en annexe les projets éventuels liés à la mise en œuvre du DPU et du SPR

7/ Modalités de reprise des documents existants pour les procédures en cours à la date du transfert : la CCPSV, une fois compétente, s'engage à poursuivre et à achever les procédures d'évolution engagées par les communes, après accord de celle-ci.

8/ Modalités d'évolution des documents existants : la CCPSV, une fois compétente, s'engage à effectuer jusqu'à l'achèvement du PLUi des procédures de modification, mise en compatibilité par déclaration de projet et mise à jour des annexes des PLU ainsi que des procédures d'élaboration, de révision ou de modification simplifiée de cartes communales

9/ Les projets des communes seront pris en compte et traduits dans le PLUi dans la limite de leur compatibilité avec les documents cadre et en cohérence avec les enjeux territoriaux

10/ Le PLUi et ses évolutions seront intégralement financés par la CCPSV selon le rapport de la CLECT à travers les attributions de compensations et non la taxe d'aménagement

11/ Assurer une concertation large et une association de l'ensemble des conseillers municipaux et des partenaires tout au long de la démarche d'élaboration du PLUi de la part de la CCPSV et des communes

12/ Les élus s'engagent à corédiger et à respecter la charte de gouvernance, notamment en participant à l'ensemble des instances. Leur présence est indispensable pour la bonne compréhension et le relais de l'ensemble des éléments.

13/ Cette charte sera respectivement votée par les élus du Conseil communautaire et des Conseils municipaux

I. Les engagements pour l'exercice de la compétence « PLU, carte communale et document en tenant lieu »

1.1 Objectifs et enjeux de la charte de gouvernance

L'élaboration d'un PLUi implique d'avoir une approche transversale affirmée, en lien avec les communes, et d'adopter une gouvernance et une organisation claires pour répondre à cet objectif. Pour rappel, la loi fixe un certain nombre de règles en matière de collaboration entre les communes et les intercommunalités, dans la procédure d'élaboration d'un PLUi :

- **Le PLUi est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'EPCI** compétent en collaboration avec les communes membres ;
- **Les modalités de collaboration sont définies en COmité de PILotage ;**
- Le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) a lieu au sein de l'EPCI et des conseils municipaux ;
- **Chaque commune est consultée sur le projet de PLUi** arrêté par l'EPCI ;
- L'EPCI approuve le PLUi, après avoir présenté au Bureau et en conférence des maires, les avis des personnes publiques associées (PPA), les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur. Dans un souci de co-construction de la démarche, la CCPSV prévoit des dispositions complémentaires de collaboration dans le cadre de la présente charte, pour associer les communes tout au long du processus d'élaboration du PLUi et qu'elles puissent être actrices du développement du territoire.

1.2 Traduire un projet de territoire

Au-delà de la seule réponse à une exigence réglementaire, l'élaboration du PLUi permettra de préserver les identités communales tout en assurant une cohérence globale du territoire de la communauté de communes.

La démarche de co-construction du PLUi, pour être efficace, doit reposer sur une stratégie de coopération, dès le transfert de compétence, dans le cadre de l'organisation de la compétence PLU. La coopération est donc nécessaire tant sur l'organisation de la compétence dans la période de transition entre la prise de compétence et l'élaboration du PLUi que sur la co-construction du futur PLUi.

En ce sens, la présente charte de gouvernance vise à :

- **Inscrire** les communes dans une dynamique de territoire avec la volonté de travailler ensemble sur la planification et un projet d'aménagement qui doit répondre aux besoins de la population et des acteurs en adéquation avec le cadre réglementaire et législatif. La charte s'appuie sur la pluralité du territoire aux enjeux multiples :

En matière économique : garantir le maintien et le développement des activités économiques existantes, notamment celles liées à l'économie résidentielle, offrir des conditions d'accueil adaptées, accompagner les dynamiques locales et exogènes, et soutenir l'économie agricole locale

En matière d'habitat : étendre à l'ensemble du territoire la réflexion sur la diversification du parcours résidentiel et la production de logements dans un souci de restriction foncière, d'adaptabilité, de sobriété énergétique et de préservation environnementale

En matière d'aménagement de l'espace : porter la réflexion sur la consommation foncière

En matière de mobilité : accompagner les modes de déplacements alternatifs et bas carbone par la mise en œuvre d'une politique ambitieuse des déplacements comme notamment la création d'un schéma directeur cyclable

Adapter le territoire au changement climatique et à l'ensemble de la problématique Climat Air Energie

En matière d'environnement : préserver et mettre en valeur les paysages caractéristiques du territoire tout en garantissant la qualité des milieux grâce notamment à la construction d'une trame verte et bleue et à la préservation des chemins communaux

En matière d'eau et d'assainissement : garantir la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et maintenir dans les politiques d'urbanisme les risques naturels

Maintenir dans les politiques d'urbanisme la gestion des risques naturels et technologiques

- **Définir les principes et les règles** qui régiront le processus d'élaboration et de suivi du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la CCPSV avec ses communes ;

- **Garantir la transparence**, la participation et la coordination entre les différents acteurs impliqués dans ce processus, dans lequel les communes disposent d'un rôle central ;

- **Permettre la représentativité des communes** tout au long de la démarche du PLUI et assurer leur participation active ;

- **Instaurer des modes de travail adaptés au territoire** : le PLUI traduira donc le projet de territoire à l'échelle intercommunale ainsi que l'ensemble des stratégies intercommunales en matière de développement économique, de mobilité, de logement, agricole, touristique d'eau et d'assainissement. Le PLUI traduira la diversité des communes de la Communauté de communes. Il assurera une cohérence entre les projets communautaires et communaux ainsi qu'avec les enjeux et objectifs définis à une échelle plus vaste, à savoir celle du SRADDET et du SCOT.

- **Fixer les règles d'arbitrage** : l'élaboration du PLUI sera un moment d'échanges entre les communes elles-mêmes et entre les communes et la CCPSV sur le projet d'aménagement le plus pertinent. Ce sera un moment de négociations et d'arbitrage. La charte a ainsi pour rôle de fixer le circuit de réflexion, de concertation et de validation.

- **Prévenir les conflits d'intérêt** : à ce titre, tout interlocuteur participant aux instances de gouvernance (élu ou acteur du territoire) doit porter à la connaissance des membres de l'instance tout conflit d'intérêt potentiel (possession de terrain faisant l'objet de discussion lors du zonage, gérant ou salarié d'une entreprise concernée par un zonage en débat...), Si une difficulté est rencontrée sur l'orientation à donner sur un terrain, l'instance de pilotage sera mobilisée pour arbitrer le conflit d'intérêt.

Les projets des communes seront pris en compte et traduits dans le PLUI, dans la limite de leur compatibilité avec les documents cadre et la réglementation.

1.3 Co-construire avec les communes

La compétence en matière de planification urbaine suppose une étroite collaboration entre les 16 communes et l'EPCI. Cette collaboration doit s'organiser autour de différentes instances, permettant une information et une participation active de chaque commune.

Le transfert ne concerne que la compétence « PLU, carte communale et document en tenant lieu ». La présente charte ne concerne pas la signature des autorisations au titre du droit des sols, qui relève du pouvoir de police du maire et qui n'est pas transférable à l'EPCI. Le maire continuera donc de signer les permis de construire, les permis d'aménager, les déclarations préalables, les certificats d'urbanisme... Ce qui est transféré à l'EPCI et donc organisé en commun, c'est la planification de l'aménagement et le développement du territoire (la règle commune de planification urbaine), ça n'est pas l'ensemble des opérations d'instruction des demandes d'autorisation (l'application de la règle).

La communauté de commune s'engage à ne pas imposer de projets d'aménagement sur une commune sans son accord préalable ou sans co-construction.

1.4 Rappel des principes généraux pour l'exercice de la compétence « documents d'urbanisme » par la CCPSV

- La délivrance des autorisations d'urbanisme est un pouvoir du Maire et le restera y compris après l'approbation du PLUi. Ils en assumeront l'entière responsabilité. Le Maire demeure la personne la plus en prise avec la réalité de terrain sur sa commune,
- La CCPSV est titulaire du Droit de préemption urbain (DPU).
- Les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) continueront d'arriver en mairie. La date limite de transmission au service de la CCPSV sera à préciser ;
- Le PLUi et ses évolutions seront portée techniquement et financièrement par la CPSV ;
- Il est rappelé que les communes sont des acteurs de la légalité du futur PLUi. En effet, les communes doivent respecter les formalités de publicité prévues par le code de l'urbanisme. Notamment, en application des articles R. 151-20 et R. 151-21 du code de l'urbanisme.
- Les procédures communales et intercommunales en matière d'urbanisme seront menées en étroite collaboration entre la Communauté de Communes et la ou les communes concernées.

1.5 Modalités de reprise des procédures en cours à la date du transfert du PLU

La CCPSV, une fois compétente, achève les procédures d'évolution engagées par les communes, avant la date du transfert, après accord de la commune.

D'un point de vue technique, la commune poursuit son travail selon le calendrier et le contrat fixés. Des points d'étapes seront organisés avec la CCPSV, tout en respectant les principes communautaires. Un suivi de la procédure sera effectué par les services communautaires.

D'un point de vue juridique, seule la CCPSV est en droit de produire des actes administratifs. De même, elle sera, seule, en mesure de régler les prestations

1.6 Engagement d'une procédure pendant l'élaboration du PLUi, à compter du transfert de la compétence

Chaque commune a la possibilité d'engager une procédure allégée permettant l'évolution de son PLU, à l'exception d'une révision, conformément à la réglementation (procédures de modification, mise en compatibilité par déclaration de projet, mise à jour des annexes...). Cas particulier pour la commune en carte communale, cette dernière a la possibilité de réviser totalement son document ou de le modifier. Dans le cas où une commune souhaite engager une procédure d'évolution de son document d'urbanisme, les modalités sont les suivantes :

La commune doit saisir le Président de la CCPSV pour passage en Conseil communautaire et prise de décision en vertu des principes de la Charte. Si validation par l'instance décisionnaire (Conseil communautaire), les services de la CCPSV prennent en charge la procédure à engager (maître d'ouvrage) conjointement avec la commune (association permanente).

Enfin, au cours de la phase finale de l'élaboration du PLUi, l'évolution des différents documents d'urbanisme communaux ne pourront plus avoir lieu.

II. L'exercice des compétences liées

2.1 Le droit de préemption (DPU)

Prévu à l'article L. 210-1 du Code de l'urbanisme (CU), le droit de préemption urbain (DPU) simple permet à une collectivité publique d'acquérir par priorité un bien qui lui est nécessaire pour mener sa politique d'aménagement.

Le DPU est détenu par la collectivité qui a la compétence « PLU ». Au 1^{er} janvier 2026, le DPU est donc transféré au Président de la communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois.

Afin d'impliquer les communes dans l'exercice de ce droit, les élus municipaux transmettent à la communauté de communes l'ensemble des projets qui nécessitent l'exercice du droit de préemption. Sur ces projets précisément établis et localisés, le droit de préemption peut être délégué au maire de la commune. Une délibération du conseil communautaire formalisera cette délégation.

Afin de coordonner au mieux l'exercice du droit de préemption, la présente charte définit les modalités de coopération entre les communes et la communauté de communes.

Réception des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) par les communes qui ont instauré le droit de préemption



Transmission par voie dématérialisée des DIA par la commune à la CCPSV dans un délai de 8 jours

La commune continuera de recevoir et d'enregistrer les DIA après le transfert de la compétence PLUi et devra sans délai l'envoyer au Président de la CCPSV.

Attention, le Président de la Communauté de communes, maire de sa commune, ne pourra pas être délégataire, il devra impérativement déléguer cette tâche à un autre élu de la commune correspondante.

2.2 Le Règlement Local de Publicité Extérieure (RLPE)

La compétence Règlement Local de Publicité sera transférée à la CCPSV au 01/01/2026.

Lors du transfert de la compétence PLU, la compétence RLPE est aussi transférée de droit. De même, la taxe relative à la publicité extérieure, si elle existe, est également transférée à la CCPSV.

Un RLPE pourra être élaboré en même temps que le PLUi selon le schéma de gouvernance proposé ci-après pour optimiser le nombre de réunions. Toutefois, l'échelle de temps n'est pas la même entre l'élaboration du RLPE et celle du PLUi.

Le RLP intercommunal (RLPi) est un outil adapté pour assurer une cohérence de la réglementation sur la publicité extérieure et traiter les enjeux de l'impact paysager de la publicité (entrées de ville, ZAE). L'élaboration d'un RLPi suit les mêmes procédures que l'élaboration du PLUi. Attention, le règlement sera validé bien avant la validation du PLUi.

Le RLPi comprend :

- Instruction des demandes d'autorisations préalables et réception des déclarations préalables à l'installation, la modification et le remplacement des publicités, des préenseignes et enseignes
- Contrôle du respect de la réglementation sur les 16 communes
- Mise en demeure des contrevenants, prononcer les sanctions administratives

Par ailleurs, le maire garde son pouvoir de police spéciale et peut verbaliser les contrevenants.

2.3 Site Patrimonial Remarquable (SPR)

Le SPR est une servitude d'utilité publique dont la mise en place dépend du ministère de la culture. Les collectivités compétentes en matière de document d'urbanisme doivent donner leur accord par un simple avis.

Aussi, le code du patrimoine prévoit que l'EPCI compétent en matière de PLU puisse déléguer l'élaboration, la révision et la modification du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine à la commune concernée qui en fait la demande.

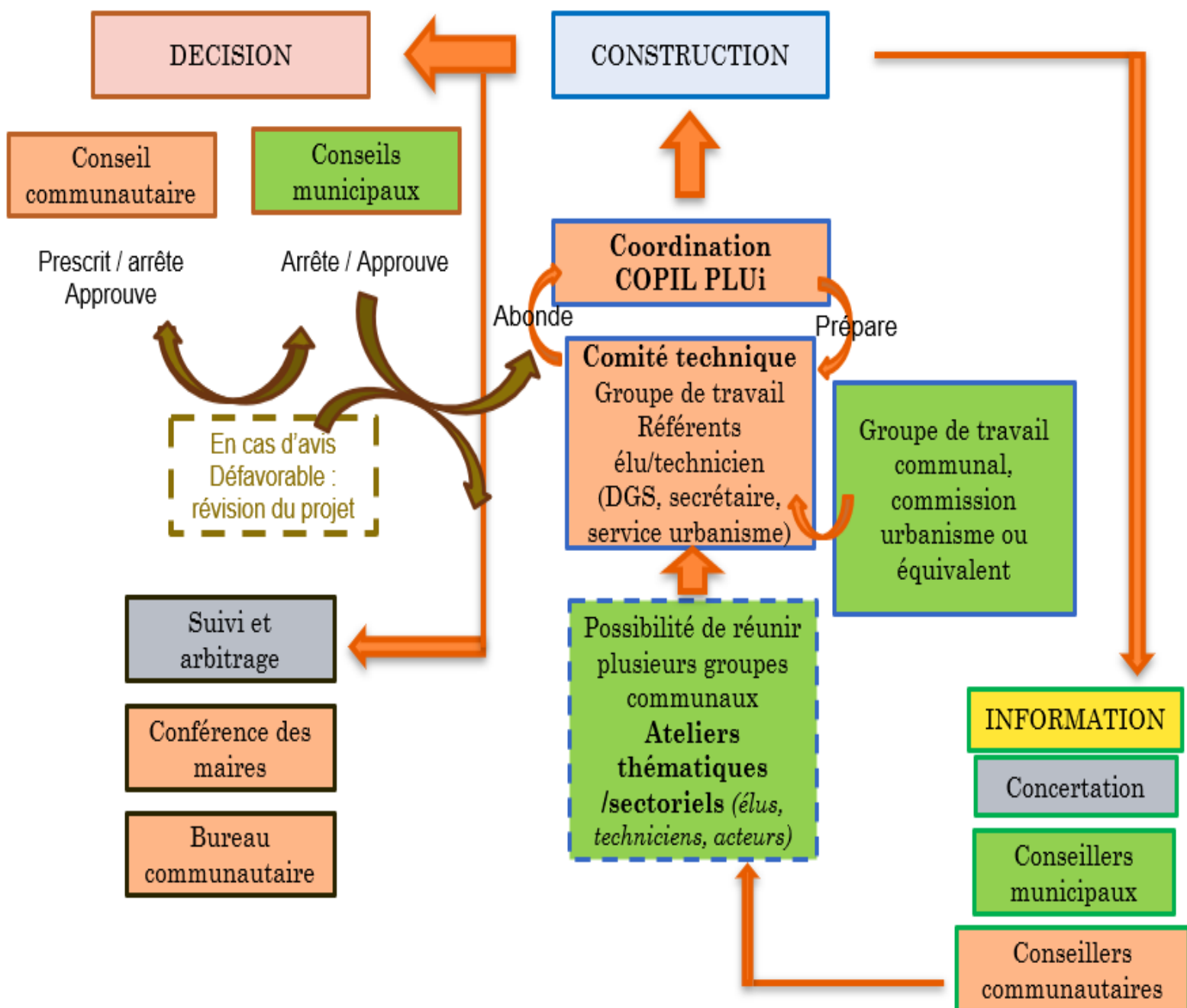
Si tel est le cas, la commune doit établir un listing des périmètres pour lesquels elle souhaite une délégation.

III. Organisation de la gouvernance du PLUi

La collaboration entre la CCPSV et ses communes membres s'organisera autour de différentes instances. Elles permettront une information et une participation des communes aux différentes phases de la procédure.

Instances pour l'élaboration du PLUi

Construire, décider, suivre, arbitrer et informer



3.1. Le Conseil Communautaire

Le conseil communautaire : instance de décision

Composition :

- Présidé par la Président de la CCPSV ;
- 44 Conseillers Communautaires représentant les 16 communes membres.

Rôles :

- Instance décisionnaire ultime ;
- Validation des étapes clefs du PLUi.

Missions détaillées :

- Prescrit le PLUi (par délibération) ;
- Arrête les modalités de gouvernance, de concertation avec le public et précisera les modalités de collaboration mises en place entre les communes et l'intercommunalité (par délibération) ;
- Débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et à chaque étape importante de l'élaboration du PLUi (par délibération) ;
- Arrête le projet de PLUi avant enquête publique (par délibération) ;
- Approuve le PLUi (par délibération) ;
- Débat au moins une fois par an sur la politique de planification et d'urbanisme local stratégique (L.5211-62 du code général des collectivités territoriales).
- Décide des procédures d'évolution des PLU communaux existants

3.2. Les conseils municipaux

Les conseils municipaux : instance de décision

Composition :

- 16 Conseils Municipaux

Rôles :

- Acteur de proximité : expert local de son territoire ;
- Suivi et contribution active à l'élaboration du PLUi ;
- Instance de propositions ;
- Relais avec la population ;
- Nommer les référents communaux élus et techniciens.

Missions détaillées :

- Désignent un élu référent communal pour participer au comité de pilotage et informer régulièrement les élus municipaux ;
- Désignent un élu et un technicien référents communaux pour participer au comité technique, aux groupes et ateliers de travail (thématiques et/ou sectoriels) de la CCPSV et informer régulièrement les élus municipaux ;
- Constituent un groupe de travail communal ou si elle existe une commission urbanisme dédiée pour travailler sur l'élaboration du PLUi et alimenter le comité technique intercommunal ;
- Définissent la stratégie communale en matière d'aménagement et de développement de la commune, dans le respect des règles en vigueur ;
- Organisent un débat sur les orientations du PADD du PLUi ;

- Emettent un avis sur les OAP durant la phase d'arrêt du projet de PLUi ;
- Suivent la ou les procédures relatives au PLU (ou carte communale) existant et leurs évolutions ainsi que l'élaboration du PLUi ;
- Donnent leur avis sur le PLUi arrêté

3.3. Le Bureau / La conférence des Maires

Le Bureau communautaire : instance d'orientation

Du fait que le bureau regroupe outre les 16 maires de la communauté de communes mais aussi certains conseillers communautaires devenus membres de l'Exécutif par des mandats de vice-Président, une **Conférence Intercommunale des Maires** (CIM) devra être créée conformément à l'article L.153-8 du code de l'urbanisme pour assurer cette instance d'orientation.

Le Président réunit la Conférence Intercommunale des Maires pour :

- Débattre sur l'avancement de la procédure d'élaboration du projet de PLUi,
- Débattre au moins une fois par an pour présentation et échanges sur l'avancement des documents d'urbanisme existants,
- Evaluer et modifier la charte de gouvernance au regard des évolutions.

3.4. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage (COPIL) : coordonne le projet

Il est composé des Maires et de leur adjoint à l'urbanisme, de la DGS de la communauté de communes, du Directeur du Développement Territorial. Il est co-présidé par le Président de la communauté de communes et du vice-président délégué à l'aménagement du territoire, l'habitat et la mobilité.

Il est chargé :

- Du suivi opérationnel de la procédure. Il formule la stratégie, les propositions.
- De préparer les dossiers à soumettre à la CIM et au Conseil Communautaire.
- De suivre les procédures et études engagées.
- De coordonner l'ensemble du processus d'élaboration, les travaux des différentes instances et actions de concertation.
- De suivre et d'analyser le travail produit, avant de le soumettre aux instances d'orientation ou de décision : Conférence Intercommunale des Maires, Bureau Communautaire, Conseil Communautaire.
- D'organiser la concertation avec le public.

3.5. Le comité technique

Le comité technique (COTECH) : recueille les données, prépare et organise

Il est composé de la commission aménagement, habitat, mobilité, regroupant des élus et techniciens (DGS, agent d service urbanisme ou secrétaire de mairie) de chaque commune, « référents communaux » et d'organismes ou instances ressources telles que : Bureaux d'études chargé de l'élaboration rédactionnelle du PLUi, des études environnementales, paysagères,

urbanisme..., Personnes Publiques Associées (DDT, DREAL, ARS, UDAP, Conseil Régional, Conseil Départemental, Chambres consulaires, et autres partenaires selon les thèmes abordés.

Il est chargé de :

- Préparer les décisions pour le comité de pilotage et assurer le travail de suivi du PLUi ;
- Jouer le rôle d'interface entre les membres du comité de pilotage et le bureau d'études chargé de l'élaboration rédactionnelle du PLUi ;
- Faciliter et coordonner les travaux dans leur ensemble dans le cadre de l'élaboration du PLUi pour favoriser son approbation ;
- À la demande du comité de pilotage, de la conférence intercommunale des maires, du Bureau et du conseil communautaire, des conseils municipaux, répondre dans la mesure de ses compétences, aux interrogations d'ordre technique, apporter son éclairage sur une thématique précise ;
- Conseiller les membres du comité de pilotage, de la conférence intercommunale des maires, du Bureau, du conseil communautaire et des conseils municipaux, sur une question précise liée au PLUi ;
- Mettre en œuvre le dispositif de concertation avec les habitants.

Le COTECH peut se réunir autant de fois que nécessaire tout au long du projet.

3.6. Les ateliers de travail

Ces ateliers sont de nature thématique ou sectorielle. Ils sont animés par le Vice-Président en charge de la compétence et par secteur géographique et en se laissant la possibilité de définir des plans de secteurs. Ils peuvent faire intervenir tous types d'acteurs : partenaires extérieurs susceptibles d'apporter leur expertise, les entretiens bilatéraux.

Ils visent à impliquer chaque commune dans la co-construction du PLUi.

Ils doivent venir en appui dans le cadre de l'élaboration du PLUi (phase de diagnostic, étapes clés de la procédure) et permettent de prendre en compte les attentes et problématiques spécifiques de chaque commune.

3.7. Les groupes de travail communaux

Il convient de mettre en place dans chaque commune ne possédant pas de commission urbanisme, un groupe de travail afin d'impliquer, de manière concrète les communes dans toutes les étapes de construction du PLUi soit de manière individuelle, soit en rassemblant plusieurs groupes de travail.

IV. Conclusion

Par les dispositions de la présente charte, le Président de la CCPSV, ainsi que l'ensemble des Maires du territoire de la CCPSV entendent affirmer :

- Qu'à travers l'élaboration du PLUi, chaque commune est pleinement partie prenante de la construction de ce projet et s'engage à s'investir pleinement pour contribuer à sa réussite ;

- Le caractère évolutif de la présente charte.

Elle pourra être améliorée ou adaptée en fonction des évolutions à venir, notamment par rapport au rôle des communes dans le dispositif, en fonction des besoins.

ANNEXE 1

Etat des lieux du document d'urbanisme communal en cours

Commune de

Document d'urbanisme applicable :

- ☐ Règlement National d'Urbanisme
- ☐ Plan Local d'Urbanisme approuvé le

Procédure d'évolution en cours :

- ☐ Modification simplifiée
- ☐ Modification
- ☐ Mise en compatibilité
- ☐ Déclaration de projet
- ☐ Révision allégée
- ☐ Révision générale
- ☐ Aucune

ANNEXE 2

Avis préalable dans le cadre du transfert de compétence « Plan local d'urbanisme, carte communale et document en tenant lieu »

Commune de

Chaque commune est invitée à définir et à exprimer ses priorités en matière de développement, d'aménagement et d'urbanisme. Cet avis préalable sera pris en compte par la Communauté de Communes dans le cadre de la gestion de ladite compétence, en respectant les législations en vigueur et les documents de rang supérieur.

Le transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme, carte communale et document en tenant lieu » permettra d'envisager l'élaboration d'un PLUi et ainsi de partager un socle commun en matière de planification et de réglementation du droit des sols, tout en respectant le spécifiés à l'échelle communale.

Chaque maire reste compétent en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme sur la commune, ce pouvoir de police du maire n'étant pas lié à ladite compétence et n'étant pas transférable au président de l'EPCI.

Orientations et stratégies prioritaires définies dans le document actuel, avec indication de la conséquence éventuelle sur l'application du droit de préemption :

1. Orientation n°1 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :
2. Orientation n°2 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :
3. Orientation n°3 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :

Liste des emplacements réservés permettant la mise en œuvre des projets précités, dans le cadre du droit de préemption urbain :

1. Orientation n°1 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :
2. Orientation n°2 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :
3. Orientation n°3 :

- a. Projet A :
- b. Projet B :
- c. Projet C :

Liste des périmètres patrimoniaux remarquables concernés par une délégation pour élaboration, révision et modification du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine :

- 1. Périmètre n°1 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :
- 2. Périmètre n°2 :
 - a. Projet A :
 - b. Projet B :
 - c. Projet C :